

royaliste université

EDITORIAL

Les étudiants de la NAR constatent que M. Savary, malgré les nombreux avis dont il s'était entouré et les consultations auxquelles il s'était livré, se retrouve confronté à un refus massif, et justifié, de sa réforme par les étudiants.

un problème de représentation de la base

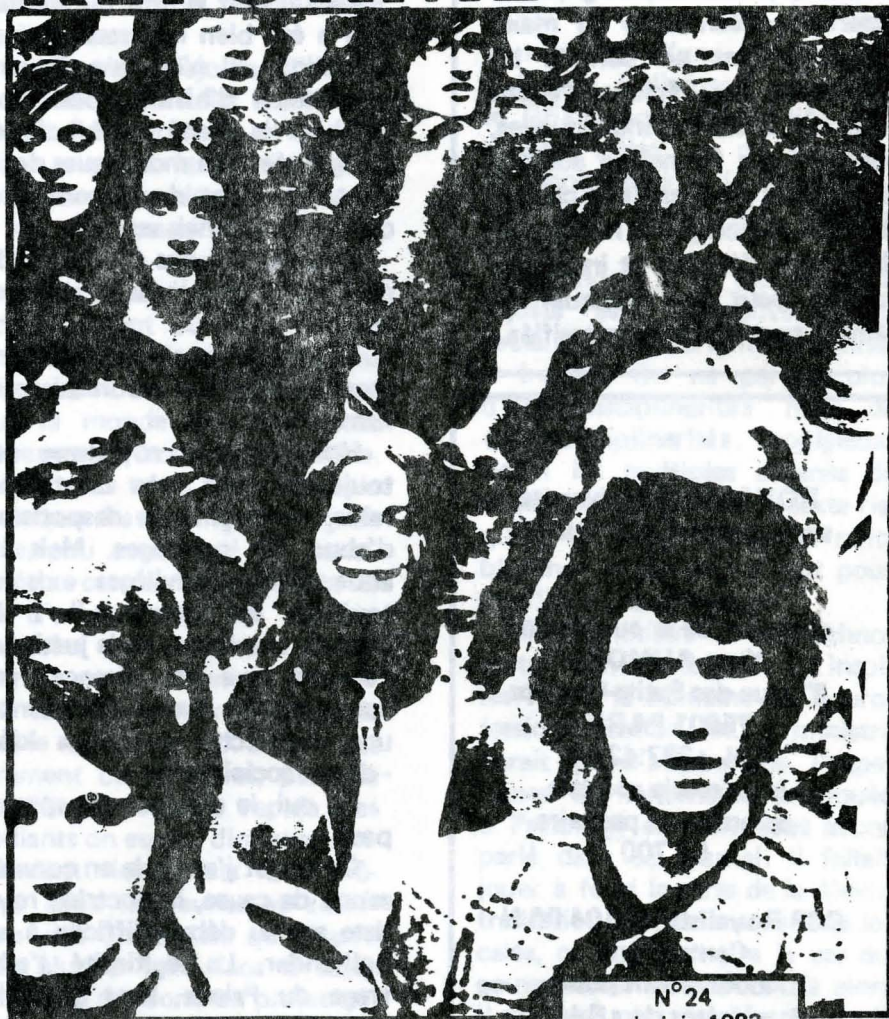
M. Savary découvre ainsi que la volonté de dialogue et d'ouverture n'est rien sans interlocuteurs en prise avec les préoccupations des étudiants. Il est inquiétant de constater que les organismes censés représenter les étudiants font en fait écran entre le monde étudiant et les responsables politiques. Faute d'une réelle démocratie prenant en compte les aspirations de la base on peut se trouver en effet confronté à des surprises, à des « mai 68 à l'envers ».

sur le fond

Sur le fond, la NAR constate que les objectifs de **professionnalisation** du projet Savary ne sont pas sans rappeler les options de Mme Saunier-Seïté. Mais entre le mot et la réalité il y a un fossé qu'illustre particulièrement l'exemple des études juridiques. Transformer les 2 premières années de la licence en droit en complément de formation générale c'est en fait « déprofessionnaliser » ces études, faire en sorte qu'une formation en 3 ou 4

suite en page 2

NON à la REFORME



N° 24
mai - juin 1983
prix 3 F
sup. à «Royaliste» 383
ISSN 015 15772

la session
le bulletin d'inscription est en page 8

ans en faculté de droit ne signifie plus rien, donnant à peine les bases d'un «esprit juridique».

La période «pré-professionnelle» de 2 ans après le bac est une facilité qui va achever de transformer les universités en super-lycées, donner une nouvelle vitalité aux systèmes de formation extra-universitaires, et accélérer la tendance à une société duale.

Attirer les bacheliers vers ces filières qui n'auront de «professionnelles» que le nom faute de moyens et de contacts responsables avec les professions, c'est peut-être résoudre à très court terme les problèmes de courbes de chômage, mais vraisemblablement pas ceux des candidats-étudiants.

La NAR s'oppose au concept d'«Université de masses» et défend un système d'enseignement supérieur décentralisé au maximum, prenant en compte les problèmes des régions, faisant place aux initiatives individuelles, donnant une formation adaptée aux projets personnels de chaque étudiant et non pas le numéro de classement définitif et indélébile que ne peut pas manquer de délivrer tout système «massifié».

ROYALISTE-Université
supplément à «Royaliste»

directeur de la publication
Yvan AUMONT
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS
Tél. : 297.42.57
imprimerie spéciale
commission paritaire
51 700

CCP Royaliste 18 104 06 N
Centre Paris
Abonnement pour
5 numéros de «R-U»
normal étudiant : 12 F
soutien : 30 F



quand nos lecteurs prennent la parole

LE ROYALISME : UNE GRANDE IDÉE À REDECOUVRIR

Des personnes, et elles sont nombreuses ont des vues plus que critiques sur le royalisme.

Utopie, idée surannée, voie du despotisme, et j'en saute, tels sont les leit-motiv qui reviennent dès que l'on parle de monarchie.

Le royalisme aujourd'hui n'est plus considéré par les Français comme une «force» de la nation. Il est rejeté dans un coin, tel un objet que l'on ne veut plus voir, que l'on repousse après qu'il nous ait rendu service - je souhaite que l'allusion soit claire.

Mais il faut le dire : la monarchie a été bien mal servie par la république. Il n'est que d'ouvrir un manuel d'histoire pour voir combien la vérité a été bafouée ou ignorée, nos monarques dotés d'intentions et de personnalités qu'ils n'ont jamais eues.

Mais je n'ai pas la prétention de faire le procès de la subjectivité.

Tout cela ne donne évidemment pas un bon crédit au royalisme.

Hors ceci, le royalisme est, toujours pour nos contemporains, synonyme de despotisme, d'abus, de privilèges. Mais les abus et les privilèges existent toujours me semble-t-il ? Et c'est ce combat pour la justice et l'égalité que les Français ne comprennent pas : comment : une monarchie avec des idées - dites - socialistes ?

Et oui, le dialogue ne «passe» pas.

Certes, et j'en parle en connaissance de cause, la doctrine royaliste est au début difficile à appréhender. La légitimité, l'arbitrage du Prince, sont des principes tant oubliés que l'on a du mal à les saisir de prime abord.

Et c'est là que l'information doit jouer son rôle.

Ré-expliquer les principes simples mais ô combien «rôlés» de

la monarchie, ré-éduquer l'esprit des Français à la vérité - si bien détournée - et à la réalité de ce qu'est vraiment la royauté.

Partout en Europe, les partis royalistes renaissent : au Portugal, en Italie..., c'est bien là le signe d'un renouveau.

Oui, je le pense très profondément et très sincèrement, le royalisme est en train de renaître pendant que tous le reste est en train de périr. Nous n'en sommes plus aux temps où les doctrines socialiste, communiste et autres triomphaient. La droite, la gauche sont devenues de bien fragiles édifices. Cela crève les yeux.

Alors le royalisme : une grande idée à redécouvrir.

O.P.
Cabries
(Bouches-du-Rhône)

POURQUOI SUIS-JE ROYALISTE ?

À droite, l'ordre ; à gauche, la justice.

À droite, le libéralisme ; à gauche, le marxisme.

À droite, l'aliénation ; à gauche, la «chienlit»...

Ça suffit !

Non aux rivalités droite-gauche. Nous ne sommes plus au XIX^{ème} siècle. Dans quelques années nous entrons dans le troisième millénaire.

Le temps n'est plus aux disputes ; il est à l'unité. Allons-nous tomber aux mains des néo-spartiates de GRECE ? Non, mais pour cela il faut réagir violemment : Révolution !

Révolution contre le totalitarisme.

Révolution pour de nouvelles libertés, pour l'autogestion.

Révolution pour la vie nouvelle.

Révolution pour le roi ...

(Ai-je répondu à la question ?)

Eric B.
(Iycéen - Charente)

savary. ou le manque d'imagination



L'imagination est-elle au pouvoir ? On est en droit d'en douter lorsqu'on examine la réforme de l'enseignement supérieur que nous a concoctée le ministère de l'Education.

Jugement sévère, voire léger ? Certainement pas. Des aspects positifs, il y en a quelques uns et je les ai signalés dans «Royaliste» 383. Mais était-il bien nécessaire de faire autant de «concertation», de faire courir par monts et par vaux M. Jeantet pour arriver à un tel résultat ? Certes le projet de loi rappelle la dimension régionale des Universités, ce qui ne coûte pas cher, affirme la volonté du pouvoir de donner une meilleure qualification professionnelle aux étudiants, ils sont bien bons, et vouloir lutter contre les inégalités de chance d'entrer à l'Université, ce qui fait toujours plaisir.

Mais quels moyens se donne-t-on pour réaliser ces louables objectifs. Est-ce bien sérieux ce DEUG chargé de donner une qualification professionnelle à des étudiants en deux ans ? A quoi peut bien correspondre une telle qualification pour les sciences humaines ? Et comment M. Savary compte-t-il professionnaliser des étudiants en droit qui auront pour principale caractéristique de ne plus en faire ou presque puisqu'ils feront aussi de l'économie, des sciences de la gestion et que sais-je encore. En un mot, un DEUG fourre-tout peut-il faire un étudiant qualifié ? J'en doute.

Le plus drôle en l'espèce est que ce DEUG ressemble comme un petit frère au DEUG renforcé que voulait nous imposer cette chère Alice et que nous espérons voir disparaître à tout jamais après le fameux changement du 10 mai. En guise de changement nous sommes servis.

Alors Saunier-Savary, même combat ? Les effets sont les mêmes, mais les causes sont différentes. Je ne reviendrai pas sur les motivations profondes du

DEUG renforcé quant à la réforme Savary, il faut rappeler que malgré le changement, la technocratie est toujours au pouvoir en France dans les appareils ministériels, un technocrate a beau être de droite ou de gauche il est toujours un technocrate, comme le rappelait récemment E. Mousset dans le dernier numéro de «Cité». Dès lors les méthodes restent les mêmes. On conçoit l'Université, comme on conçoit la production de pommes de terre, ou de magnétoscopes. Il faut une production de masse. Et comme il est nécessaire d'être productif alors il faut obtenir des résultats très vite : et c'est le Deug Saunier-Seité amélioré Savary.

A cela vient s'ajouter l'idéologie républicaine telle qu'elle est issue de la Révolution et des Lumières avec sa fascination pour le nombre. Est démocratique la loi du plus grand nombre; sans oublier l'idée juste mais employée de façon inappropriée que l'accroissement du savoir garantit la liberté. Et vous avez des universités où théoriquement tout le monde doit aller avec des examens bourrage de crâne. Mais le plus triste dans tout cela c'est que les technocrates gaulistes, peu avant mai 68, considéraient comme une réussite le fait d'avoir rempli les amphithéâtres. L'histoire ne serait-elle qu'un éternel recommencement ?

Il est d'autre part indéniable que le texte de M. Savary est purement conjoncturel; par une «qualification» plus rapide des étudiants on espère diminuer sensiblement les effets du chômage chez les jeunes et «écrémer» des universités qui n'arrivent plus à faire face à leurs charges. C'est donc un projet qui s'inscrit dans une perspective de crise prolongée, qui l'accepte au lieu de la combattre.

Je parlais précédemment d'écrémage, n'est-ce pas contradictoire avec l'idée d'une université de masse ouverte à tous ? Nul-

lement, nous l'avons dit à de nombreuses reprises, le gouvernement Mauroy doit faire face aujourd'hui à une crise de l'Etat-Providence qui marque à terme l'arrêt de mort de ce dernier. L'Etat n'arrive plus à remplir ses fonctions sociales de protection que sont entre autres sinon avant tout la médecine (sécurité sociale) et l'éducation (aujourd'hui l'Université), il faut donc diminuer le nombre des étudiants, non pas dès la première année ce qui serait reconnaître la nécessité d'une sélection (ce qui reste à discuter) mais après le DEUG pour des motifs techniques. Hélas, ce ne sont pas les dispositions de la réforme Savary qui résorberont le problème.

Cependant il ne faut pas être injuste avec le gouvernement socialiste. En certains domaines il innove. On ne parlera plus d'«interdisciplinarité» mais de «transdisciplinarité». Prodigeux. Enfin les multiples organes de décisions que prévoit le texte risquent de coûter quelques nuits blanches au Conseil d'Etat pour conflits de compétences.

M. le ministre et ses technocrates n'ont donc guère été inspirés. Dans le domaine de la professionnalisation, M. le ministre aurait pu s'inspirer de l'expérience de l'alternance pratiquée à Paris VII et dont nous avons parlé dans ce journal. Il fallait jouer à fond la carte de la décentralisation et des innovations locales, ce qui n'est pas le cas du gouvernement actuel. Mais alors il ne s'agit plus de réformes mais de révolutions soutenues par un projet à long terme. Les objectifs de M. Savary sont bien plus restreints faute d'imagination et d'ambition.

J.-M. TISSIER

à travers la presse

La réforme Savary suscite de nombreuses réactions contradictoires, tant de la part du gouvernement que des étudiants ou de la presse. Mais ces réactions n'expriment-elles pas autre chose qu'un simple mécontentement ?

M. Savary est entré définitivement dans l'histoire. Sa réforme de l'enseignement supérieur a fait déjà couler beaucoup d'encre, de salive, et usé moult semelles, au grand désarroi de l'intéressé.

Les étudiants d'abord. Disons-le la contestation est partie d'un seul coup et a pris tout le monde au dépourvu. Cela est-il surprenant ? Pas tellement, depuis quelques années le mouvement étudiant, quelques soient ses motivations, fait preuve de constance. Déjà en 1978, contre les décrets Imbert, chassant les étudiants étrangers des facs, la contestation était partie d'un seul coup. Déjà elle avait pris une coloration apolitique. On s'élevait davantage contre une décision administrative jugée inique que contre un gouvernement et sa politique, même si par ailleurs on la contestait. Déjà enfin on refusait la récupération syndicale des deux UNEF et des mouvements politiques.

Pourtant c'est vrai, tout n'est pas identique. D'une part, il y a eu le 10 mai 1981 et donc, qu'on le veuille ou non, c'est contre un gouvernement de gauche que se fait aujourd'hui le mouvement étudiant. D'où des stratégies politiques et syndicales différentes. Les deux UNEF n'essaient plus d'accompagner le mouvement, ou de le récupérer, mais de le freiner. L'UNEF ex-Renouveau approuve la réforme et essaye de mobiliser les étudiants pour des meetings d'explication. L'UNEF-ID quant à elle, de façon plus subtile participe au mouvement pour mieux le canaliser et le faire mourir plus vite. Pour cela elle met en avant un point de la réforme sur lequel elle est sûre d'être entendue, la sélection, et elle organise des états-généraux à Paris où des députés socialistes

qui ne demandent pas mieux de le faire vu la situation inconfortable du P.S., promettent de déposer des amendements sur le bureau de l'Assemblée nationale, visant à supprimer toute sélection. Il ne reste plus alors qu'à organiser le 24 mai une manifestation devant l'Assemblée pour rappeler «les revendications étudiantes» et l'on rentre chez soi bien gentiment.

Quant aux syndicats de droite. Ils ont naturellement tenté d'investir les coordinations nationales contre le projet de loi Savary, en y parvenant avec plus ou moins de bonheur, le manque d'habitude peut-être. Ils sont très utiles en tout cas aux UNEF qui profitent de cette présence pour dénoncer un complot de la droite, et tenter de mobiliser les étudiants contre un adversaire plus commode pour eux.

Tout ceci ne va pas sans susciter l'inquiétude du Pouvoir. M. Savary rappelle qu'il y a eu concertation avec les différents acteurs de la vie universitaire, en oubliant que leurs représentants, surtout au niveau étudiant, ont pour principale qualité de n'être pas représentatifs, ce que tout le monde sait sauf M. Savary. Le groupe parlementaire socialiste après avoir envoyé deux de ses membres auprès des étudiants lors des états-généraux organisés par l'UNEF-ID, prie M. Savary de repousser la discussion de son texte. Même son de cloche au gouvernement si l'on en croit la «Lettre du Sénat» organe politique de la majorité sénatoriale. En vain. M. Savary, au club de la presse d'Europe 1, se déclare prêt néanmoins à recommencer une concertation sur les points litigieux de la réforme, comme cela est bien dit, avec les «représentants étudiants». M. Mauroy enfin, rappelle que le gouvernement sévira si les manifestations continuent d'être violentes et prie les étudiants de ne pas donner lieu à des récupérations par les organisations d'extrême-droite. Ce qui revient à demander aux étudiants de se taire tout simplement. Les cauchemars qu'ont fait les gaullistes en mai 1968

sont-ils en train prendre les socialistes ?

Peut-être si l'on en croit «Le Monde» qui met en gros titre une déclaration de Mitterrand affirmant que l'autorité de l'Etat sera maintenue, comme si nous étions au bord de l'insurrection.

Intéressant également les déclarations de M. Jeantet au «Nouvel Observateur» proclamant tout de go que les étudiants ne savent pas pourquoi ils manifestent, ou cet autre article du «Nouvel Obs.» où les étudiants apprennent qu'ils ont un petit suisse à la place du cerveau. Passionnant, les dessins et articles du «Matin» qui présentent les manifestants comme des étudiants en droit bon chic bon genre et s'arcboutant sur leurs privilèges. Et comme il est émouvant ce récit de cet après-midi passé dans la voiture du commandant de CRS couvrant la manif; sympathique, ne manquant pas de dire un mot gentil sur les étudiants et leur service d'ordre. Il n'y a que des voyous ou des fascistes pour en vouloir à ces gens-là.

Tout ceci ne montre que trop bien le désarroi d'une gauche libérale, qui a considéré que les jeunes étaient par tradition le soutien des socialistes et qui semble ne pas avoir compris leur évolution depuis dix ans. S'il est vrai que beaucoup d'étudiants en droit manifestent, c'est que beaucoup de jeunes se tournent vers le droit par peur du chômage et beaucoup moins pour être des privilégiés. Ils ont l'impression que la réforme Savary et notamment le concours en fin de 1er cycle va rendre encore plus difficile des études souvent poursuivies dans des conditions précaires, et c'est contre cela qu'ils manifestent. Hélas notre gauche bien-pensante reste à ses schémas.

Mais ce mouvement étudiant, où va-t-il, que veut-il exactement ? Nul ne le voit vraiment. Il exprime un certain nombre de refus et à sa façon une totale déconnexion entre les étudiants et le monde politique, syndical et journalistique, de gauche comme de droite.

lycée ou garderie?

Maurice Maschino est un professeur de philo. très expérimenté. Cela ne l'empêche pas de faire preuve de quelques naïvetés, par exemple celle qui consiste à croire qu'en une année de Terminale B ou G on va apprendre à «philosopher». Mais c'est cette naïveté soigneusement entretenue qui lui permet de rester - ô miracle ! - un enseignant plein de fraîcheur après 30 ans de carrière : un enthousiaste malgré le constat chaque année renouvelé que tout va de plus en plus mal dans les lycées.

Et là c'est de lucidité qu'il faut parler. Les lycéens (de cette banlieue bourgeoise de St-Germain-en-Laye) sont décrits avec une minutie quasi scientifique. D'abord de l'extérieur : «Les «héritiers» ont tous parfaitement intégré les normes du système... ils entrent dans la cour comme des enfants sages, poussant leurs mobylettes et les rangeant, dans l'ordre, sous les arbres, les cadenassant, puis enlevant leur casque, bientôt rejoint par un copain, une copine, se faisant la bise, quatre fois, et re-commençant... (...) Lycée-troquet où l'on entre et d'où l'on sort comme on veut, indifférent à ce que pense ou ne pense pas le tenancier ? Lycée-monoprix (...) ils vont au bahut comme on va aux Galeries ou chez l'Epicier : ça fait partie des choses qu'il faut faire et on les fait d'autant mieux qu'on n'y pense pas, qu'on est ailleurs.»

Puis de l'intérieur, grâce au témoignage qu'il a demandés aux élèves de ses classes. Un vrai désastre pour qui se rappelle de temps à autre qu'il a affaire à la prétendue future élite de la nation : apathie intellectuelle, absence totale de culture, de projet... Des ambitions ? Oui, mé-

diocres ... gagner de l'argent, être un «Français-moyen», foyer heureux, un ou deux enfants...

Le prof. nous confie ses tentatives pour donner un peu de vie à sa classe, des essais de dialogue : échecs répétés. Mais il ne s'agit pas de faire porter le chapeau aux élèves. Avec la même lucidité, M. Maschino décrit ses collègues, le proviseur, les inspecteurs d'Académie, etc., et constate que l'institution éducative est fondée sur des faux-semblants.

La concertation organisée par M. Savary fait partie de ceux-ci.

Puis viennent quelques ébauches de solutions. Nous les livrons à votre appréciation et nous en reparlerons à la session de juillet :

«Réformer le lycée, c'est donc d'abord réformer un certain nombre de candidats lycéens (comme on réforme des appelés qu'on ne juge pas bons pour le service), ce n'est pas imaginer - toutes choses demeurant égales, à commencer par les élèves - des aménagements purement formels.

Il est absurde, en effet, de concevoir (comme cela se fait souvent) un lycée qui serait à la fois le même et différent. Sérieux et «amusant». D'une haute tenue intellectuelle, et peu absorbant (pas de cours après 13 heures, pas de travail à la maison). «Ouvert à la vie» (comme si la vie n'y entraînait pas à flots, charriant les alluvions de la rue : saleté, individualisme, irresponsabilité, stupidité) et incitant en même temps à la réflexion (qui exige distanciation et détachement). Décontracté (on se taperait tous sur l'épaule), tout en assurant une certaine discipline (les profs seraient quand même «répressifs».) Jouant sur les intérêts immédiats des jeunes, et leur

imposant le détour (pénible) d'une nécessaire «théorisation»... On peut, certes, rendre les lycées plus sympathiques (plus stimulants), mais on ne peut pas, si l'on tient à ce qu'ils deviennent des lieux de culture, éliminer cette sorte d'austérité (de recueillement) propre au travail intellectuel. Un travail qui ne va pas sans rigueur, sans efforts, sans contraintes.

Lycée ? Foyer de jeunes ? Il faut choisir; et si l'on choisit le lycée, la sélection s'impose.

Il est peu probable qu'on s'engage dans cette voie : l'égalitarisme verbal est de rigueur, qui s'en écarte passe pour un dangereux réactionnaire. La gauche ne peut, évidemment, se payer ce luxe d'intellectuel irresponsable. Si bien qu'elle risque ici, plus qu'en économie (où les faits, têtus, la rappellent à l'ordre) d'être plus idéologique que réaliste, et plus généreuse qu'efficace.

Oubliant que toutes les inégalités ne sont pas des injustices, et qu'à vouloir, dans l'immédiat, distribuer à tous les jeunes le même type d'enseignement, on aboutit inévitablement à aligner tout le monde sur les plus faibles. Qu'une réforme GLOBALE du système scolaire tende à hisser progressivement tous les enfants vers le niveau le plus élevé, c'est l'objectif à atteindre; mais le considérer comme atteint, c'est une utopie.

Individuellement, bien des responsables reconnaissent ces évidences, mais politiquement (électoratement), pareille attitude serait sans doute suicidaire. On peut donc craindre que la situation ne continue à se dégrader et - quelles que soient les bonnes intentions de l'actuel gouvernement - que les lycées ne deviennent encore plus ce qu'ils sont déjà : des garderies.»

Voilà un livre à lire, bien écrit, et avec un certain humour, même s'il fait parfois grincer les dents.

Eric LAMBERT

à propos des grèves médicales

Pendant deux mois, le milieu médical s'est agité. Successivement les étudiants en médecine, puis les internes de CHU et les chefs de clinique se sont mis en grève. Ces deux grèves n'avaient en fait pas grand chose à voir entre elles.

Pour les étudiants, se mettre en grève est la réponse justifiée à un projet de réforme des études médicales, projet hypocrite et dirigiste.

— Hypocrite, car la réforme vise à réintroduire un concours déguisé en fin d'études. L'ECVO (examen classant validant obligatoire) que les étudiants devaient passer en fin de 6ème année peut se transformer par enchantement en concours. Il ne faut pas oublier qu'avant l'introduction d'un «numerus clausus» en fin de 1ère année, le nombre d'étudiants admis à poursuivre leurs études était sensiblement identique. Examen ou concours, une terminologie différente peut amener les mêmes effets : l'échec du plus grand nombre. Les futurs médecins, qui ont été reçus au concours de fin de 1ère année, ne veulent pas que les règles du jeu changent en cours de route. Mesure hypocrite et injuste, l'ECVO doit disparaître. Si le nombre des médecins est trop important, que la sélection ait lieu au départ, mais pas en fin d'études !

— Dirigiste, car le projet de réforme supprime la possibilité de choisir la spécialité souhaitée, le classement à l'ECVO étant le seul critère d'orientation pour les différentes filières du 3ème cycle

(spécialités ou médecine générale).

En ce qui concerne la grève des internes et des chefs de clinique, il s'agit principalement de la défense d'intérêts carriéristes. Autrefois les chefs de clinique trouvaient pour la plupart des postes hospitaliers, or aujourd'hui il n'y en a plus, toutes les places sont prises, et s'installer dans le «privé» s'avère de plus en plus dur à cause de la démographie médicale galopante.

La médecine va commencer à manger son pain noir, situation d'autant plus difficile pour ceux qui se prennent pour l'élite. Plutôt que de faire accroire que leur mouvement vise à l'amélioration de la santé des Français, il serait plus honnête de dire que leur grève est un mouvement de défense de leurs intérêts (ce qui serait d'ailleurs compréhensible).

Il est dommage, par contre, qu'au cours de ces grèves, aucune discussion n'ait évoqué le problème fondamental : l'avenir et les mutations indispensables du système de santé.

Ph. et J. BETBEZE

N.B. 9000 internes de CHR et CHS n'ont pas fait grève (contre les 4000 internes de CHU grévistes) et veulent que la réforme prévue du statut unique de médecin hospitalier se fasse.

un motard en colère

La Fédération Française des Motards en Colère vient de créer en avril sa propre mutuelle. Le mécontentement va grandissant dans le monde de la moto, pour de multiples raisons que nous explique Serge Periot, porte-parole national de la F.F.M.C. et administrateur de la Mutuelle des Motards.

Royaliste-U : Les motards sont en colère et le font savoir. Pour quelles raisons ?

Serge Periot : Parce que les motards se sont aperçus de certaines injustices. Nous ne voulons pas que la moto soit ou devienne un produit de luxe, nous voulons qu'elle soit accessible à tous les jeunes; elle est avant tout un moyen de transport et d'expression. Notre Fédération s'est créée en 1979 lors de la mise en place de la vignette-moto, que nous avons refusé de payer. Grâce à la solidarité motarde, nous avons obtenu son abrogation en mai 81, lors de l'élection de François Mitterrand. Deuxième grand point : le problème de la formation. Le permis de conduire, avec un système en 3 paliers élaboré par M. Gérondau, ne permet pas une véritable formation. Il a eu pour effet de faire baisser en un an le marché national de la moto de 48%. Autre conséquence fâcheuse : 30% de jeunes roulent aujourd'hui sans permis. Enfin, il faut savoir que dans 70% des accidents entre un 2 roues et un 4 roues, ce dernier est responsable.

Royaliste-U : Qu'avez-vous proposé au gouvernement pour améliorer la condition des motards ?

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : Prénom :

Adresse :

Année d'étude/Matière/Fac :

☐ s'abonne à «Royaliste-Universités» (12 F pour 5 numéros - lycéens et étudiants - 30 F pour autres catégories - 50 F abt de soutien)

CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris
Royaliste, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Serge Periot : Notre Fédération a demandé au gouvernement la création d'une Commission Nationale Moto afin d'étudier les problèmes de la formation et de réformer le permis en tenant compte de ces trois éléments : formation, pédagogie et infrastructures. Nous avons proposé que la formation se fasse dans le cadre de l'Education nationale, au moins pour l'apprentissage théorique du code de la route. Nous demandons ensuite le retour du permis 125 cm³ à 16 ans, en insistant beaucoup sur la formation dans de véritables centres à cet effet, et le permis toute catégorie accessible dès 18 ans mais avec des épreuves totalement remaniées, mieux adaptées.

Royaliste-U : Au-delà de ces considérations techniques, quel est le fond du problème ?

Serge Periot : Il est relativement simple : nous avons une industrie, un réseau routier et une législation qui n'ont pas su s'adapter. En France, lorsqu'on n'est pas capable de s'adapter à une situation, on emploie tout simplement la règle de l'interdit. 700.000 motards en France, c'est bien, mais il n'en faut pas plus, ce serait dangereux; notre société ne répond déjà pas à la situation actuelle.

Royaliste-U : Vous abordez la délicate question de l'assurance de façon originale ?

Serge Periot : Nous sommes en train de créer notre propre mutuelle. Il fallait un fond de garantie de 5 millions de francs, en s'adressant à des compagnies financières ou des banques d'assurances. Nous avons préféré nous adresser directement aux motards, en leur demandant de verser chacun 250 F au fond de garantie. Nous en sommes aujourd'hui à 27.000 sociétaires et 8 millions sur notre compte bloqué. C'est une assurance tout à fait révolutionnaire de par son système : nous allons mettre en place des centres de formation et participer aux campagnes de sécurité routière, établir des statistiques, avec la collaboration

des services de gendarmerie. Nous allons offrir des tarifs d'assurances tout à fait acceptables pour l'ensemble des motards : actuellement, dans toutes les compagnies, on voit des tarifs qui vont de 4.000 F à 1,6 million; notre assurance partira selon les régions de 2.000 F et ira à son grand maximum jusqu'à 6.000 F.

Royaliste-U : La reconquête du marché intérieur est un slogan à la mode. Le reprenez-vous à votre compte ?

Serge Periot : Nous avons demandé encore une fois aux pouvoirs publics, avec les ministères concernés et les constructeurs, la mise en place des Etats-Généraux de la moto française. Les industries de la moto - Peugeot et Motobecane - n'ont pas su s'adapter à la demande. Jadis, l'industrie de la moto française était florissante; aujourd'hui, nos motos sont toutes d'importation. Non seulement il est possible de reconquérir le marché national, mais nous pouvons même aller plus loin, puisque nous sommes en avance au niveau technologique sur les motos japonaises. Là encore, ce sera au ministère de l'Industrie d'agir.

Royaliste-U : A ce sujet, la gauche au pouvoir a-t-elle répondu à vos espoirs ?

Serge Periot : François Mitterrand, lors des élections présidentielles, a dénoncé certaines mesures discriminatoires touchant le

monde de la moto et pris depuis lors des décisions. Abrogation de la vignette, réforme du permis. Il y a eu la Commission Nationale Moto qui a travaillé pendant 8 mois sur la formation. Les structures de concertation existent, mais le gouvernement ne s'en sert absolument pas. Les choses n'avancent pas plus que sous le précédent septennat.

Royaliste-U : Quels moyens vous donnez-vous pour faire avancer vos revendications ?

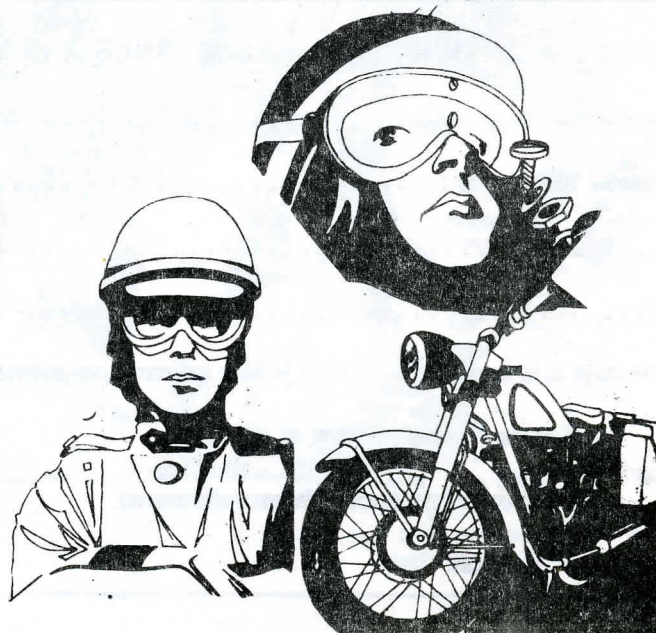
Serge Periot : Nous comptons informer le public mais lancer aussi des actions qui peuvent aller très loin : l'opération kidnapping des radars, l'occupation des préfectures.

Royaliste-U : Pour finir, vous désirez, je crois, lancer un appel ?

Serge Periot : Nous appelons tous les gens qui sont solidaires avec le mouvement moto au non paiement des contraventions. Si le conflit persiste, nous appellerions au boycott des impôts, pour la bonne raison que nous contribuons à la vie d'une société et désirons en retour que cette société et les pouvoirs en place nous considèrent comme citoyens à part entière et donnent satisfaction à nos revendications.

propos recueillis
par Emmanuel Mousset

Etats Généraux de la Moto française, le
24 mai à Pantin.
FFMC, 22, rue des Retraits, 92 Suresnes.



session des étudiants

Les étudiants royalistes participent aujourd'hui à la contestation du projet de loi présenté par M. Savary. Cela ne va pas sans difficultés étant données les positions embrouillées des syndicats auxquels ils appartiennent. «Royaliste-Université» donnera, dans quelques temps plus de détails à ce sujet. En attendant, les militants de la NAR qui ne l'auraient pas encore fait sont invités à prendre leurs consignes en téléphonant directement au délégué national. Mais, quels que soient les développements à venir de l'agitation estudiantine, il nous faut préparer la session étudiante, qui, dans le calme retrouvé, nous permettra de faire le bilan des actions menées et le point des projets en cours.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

DATE : du Samedi 2 juillet à 11 h
au Dimanche 3 juillet à 18 h.

LIEU : A 29 km au Sud d'Orléans, en Sologne, à **LIGNY-LE-RIBAUT**

PRIX : 65 F, comprenant l'hébergement, trois repas
et un petit déjeuner (apporter un sac de couchage)

TRANSPORT :

95 F au départ de Paris (Aller/Retour) en minibus
120 F au départ de Paris (Aller/Retour) en train.

La gare du train, la plus proche est La Ferté-St-Aubin. Les personnes arrivant par le train sont priées de prévenir de leur heure d'arrivée pour qu'on aille les chercher en voiture à la gare (sinon 14 km à pied...).

Les personnes voulant profiter du minibus sont priées de s'inscrire.

Ceux ou celles pour qui il serait plus pratique d'arriver la veille, pourront être logés gratuitement le vendredi soir par nos amis de la section d'Orléans (idem pour le dimanche soir), mais là encore il faut prévenir.



BULLETIN D'INSCRIPTION A RETOURNER A «NAR», 17, r. des Petits-Champs 75001 Paris

Nom / Prénom :

Adresse / téléphone :

s'inscrit à la session des 2 et 3 juillet et verse pour cela (à l'ordre de «Royaliste») :

65 F pour l'hébergement et les repas

+

F pour le transport (éventuellement)

soit F au total

La session aura lieu les samedi et dimanche 2 et 3 juillet, à proximité d'Orléans. Retenez donc ces dates.

Programme de la session

Samedi 2 juillet

Matin : Histoire du royalisme

11 h 12 h : l'Action française

12 h 13 h : la NAR

Après midi : Introduction à l'économie

15 h 16 h : le libéralisme

16 h 17 h : le marxisme

17 h 30 18 h 30 : «le socialisme à la française»

Dimanche 3 juillet

Matin : la question politique

9 h 10 h : l'Etat moderne, ses théoriciens, sa pratique

10 h 11 h : la crise de la société française

11 h 15 - 12 h 15 : les impasses actuelles et la question de la monarchie.

Après-midi : l'étudiant dans la société

14 h 14 h 15 : la réforme de l'enseignement supérieur

14 h 45 15 h 30 : le service national

15 h 45 16 h 30 : l'action politique et syndicale à l'université.

